

“L’Ukraine a besoin de patriotisme”

Ukraine Le Premier ministre Hroïzman garde la volonté d’adhérer à l’Union européenne.

Entretien **Sébastien Gobert**
Correspondant à Kiev

Volodymyr Hroïzman n’aime pas parler de la guerre dans l’Est de l’Ukraine. A Kiev, il est pourtant le Premier ministre d’un pays en guerre depuis le printemps 2014. Son prédécesseur, le médiatique Arséni Iatseniouk, ne manquait pas une occasion de dénoncer l’agression russe. Volodymyr Hroïzman, 38 ans, est moins friand des médias. Il se présente comme un bon manager, discret, et un réformateur compétent.

En poste depuis avril 2016, il est souvent perçu comme l’homme du président, Petro Porochenko. Il a de fait été le maire de son fief de Vinnytsia, pendant 8 ans. Loin d’être une tare, Volodymyr Hroïzman le vante comme un gage d’efficacité, pour assainir l’environnement économique, lutter contre une corruption endémique et attirer les investisseurs internationaux vers un Eldorado ukrainien qui, il en est sûr, profitera à toute l’Europe.

Notre président a rencontré Vladimir Poutine, Angela Merkel et François Hollande à Berlin le 19 octobre, afin de relancer le processus de paix dans l’Est de l’Ukraine. La rencontre a produit une “feuille de route”, mais rien de concret. Il est clair que la situation de conflit est appelée à durer. Comment mener le plan de réformes structurelles que vous défendez, dans un pays en guerre ?

C’est un défi évident. Mais l’Ukraine, ce sont 45 millions d’habitants, avec leurs besoins, leurs activités, leurs ressources, leur potentiel. L’économie ukrainienne a ses logiques propres, qui se développent malgré la guerre. Ce conflit, ce n’est pas seulement un défi pour l’Ukraine, mais bien pour toute l’Europe. Il ne faut pas se voiler la face. Considérons la Crimée. Avant l’annexion par la Russie en 2014, c’était une grande

station balnéaire. Aujourd’hui, c’est une base militaire, qui pose un danger non pas à l’Ukraine uniquement, mais au monde entier. Certains dirigeants se comportent comme des enfants, qui ferment les yeux quand ils voient quelque chose qui leur fait peur. Mais il faut réagir. Et il faut comprendre que la frontière que notre armée protège, ce n’est pas la frontière orientale de l’Ukraine, mais celle de l’Europe. Là-bas, nos forces armées font face à l’armée russe, l’une des plus puissantes au monde.

Cette frontière orientale est aujourd’hui fermée aux échanges commerciaux, alors que la Russie était le principal partenaire commercial de l’Ukraine. Comment développer l’économie nationale sans échanger avec la Russie ?

La Russie a traditionnellement réprimé le potentiel économique de l’Ukraine, afin de nous maintenir dépendants. Aujourd’hui, nous avons perdu l’accès aux marchés traditionnels russes. La réorientation qui nous a été imposée, vers l’ouest, aide à la modernisation de l’économie. C’est un défi certain, mais nous en sortirons renforcés.

Le 14 octobre dernier, le bataillon de volontaires Azov, bien connu pour ses éléments néonazis et ultranationalistes, a formé un parti politique. Avez-vous peur que des formations radicales et armées se retournent contre les institutions de l’Etat ?

Je ne vois aucun danger venant de ces formations. La création d’un nouveau parti politique entre dans une logique démocratique de pluralité des idées. Tant qu’on reste dans les limites de l’expression politique, je ne vois aucun souci. D’une part, le danger des nationalistes est exagéré par les médias. Et d’autre part, je pense que l’Ukraine a besoin de patriotisme. Un patriotisme modéré, et non radical ou ultranationaliste.

Il semble que l’Ukraine redresse la tête de la grave récession qui l’a touchée ces dernières années. Vous tablez sur 3 % de croissance pour 2017. De nombreux hommes d’affaires occidentaux sont intéressés

à s’établir en Ukraine. Quelles garanties pouvez-vous leur donner que leurs investissements seront protégés contre la corruption et les abus qui caractérisent l’Ukraine ?

Il est dans l’intérêt de notre pays que ces investissements ne soient pas seulement protégés mais aussi fructueux. C’est la mission de mon gouvernement. Nous avons déjà accompli beaucoup. Dans la lutte contre la corruption, nous avons une base de travail, mais les efforts ont été contrés par l’absence de réforme judiciaire de grande envergure. Nous l’avons entamée le 30 septembre. Les effets s’en feront sentir sur la durée. Ce 19 octobre, j’ai officiellement lancé le “Bureau de soutien aux investissements en Ukraine”. Le but est d’instaurer des garde-fous automatiques. Par exemple, il est très populaire pour des agents des impôts de tenter d’extorquer des fonds aux entreprises. Si des abus sont constatés, il faut que les responsables soient traduits en justice. Nous travaillons à un développement sain de notre pays. Le défi est considérable.

Est-il raisonnable d’imaginer que l’Ukraine adhère, un jour, à l’Union européenne ?

C’est notre objectif stratégique. Nous avons signé un Accord d’association ambitieux avec l’Union européenne. Nous nous efforçons de l’appliquer. Le plus important, c’est que cela nous permette une transformation telle que l’Ukraine puisse respecter les normes et les valeurs européennes. Que vous me compreniez bien : mon ambition est de faire de l’Ukraine un pays qui réussit,

“La frontière que notre armée protège, ce n’est pas la frontière orientale de l’Ukraine, mais celle de l’Europe.”

un pays prospère. Je pense que c'est réalisable. Mais c'est très difficile. Et cela demande du temps, et beaucoup de travail.

Beaucoup de vos prédécesseurs ont tenu des discours similaires. Comment pensez-vous réussir là où ils ont tous échoué ?

Ne me jugez pas sur mes paroles, mais sur mes actions. J'ai des échanges réguliers avec les milieux d'affaires pour régler des cas concrets. Evidemment, il y a des problèmes. Mais nous avançons dans la bonne direction, par exemple sur la réforme fondamentale de la décentralisation de l'Etat. Le point faible, c'est que nous n'allons pas assez vite, c'est tout.

Est-ce vraiment votre principale faiblesse ? Les obstacles sont pourtant conséquents. Par exemple, comme lutter contre le système oligarchique qui régit l'Ukraine, alors que Petro Porochenko, président et votre allié de longue date, est un oligarque lui-même ?

Le président, c'est le président. C'était un grand homme d'affaires auparavant, c'est bien connu. Cela n'en fait pas un oligarque. Pour ce qui est des autres, ils avaient prospéré en détenant des monopoles économiques. Nous les démantelons en ce moment. Nous reprenons le contrôle des entreprises d'Etat, nous en changeons les directions. La "désoligarchisation" en sera une conséquence naturelle. S'ensuivra la libération du potentiel incroyable de notre économie.